



Le "Pacte" : une attaque contre les Statuts des enseignants et un nouveau cadeau au Privé.

En cette veille de rentrée, une note issue des services du ministère de l'EN permet de tirer un bilan du Pacte. Rappelons que le Pacte est un marché de dupes qui vise à substituer à la logique collective et nationale de la carrière d'un enseignant par son Statut de fonctionnaire et son corps d'appartenance organisé pour servir la Nation, la logique du contrat individuel privé le livrant seul aux désidératas de sa hiérarchie locale.

Rappelons aussi que le présupposé du Pacte et que les enseignants, ces fainéants, disposaient de temps et d'énergie libres pour assumer des tâches supplémentaires, alors même qu'ils n'ont depuis 1951, jamais bénéficié d'une réduction de leur temps de travail resté calqué sur les 42 h hebdomadaires de l'époque et alors même que leur charge de travail a augmenté du fait de l'austérité imposée par les critères de stabilité et de convergence de Maastricht et des dégradations sociétales que chacun peut constater.

Comme prévu, les trois-quarts des enseignants du publics ont refusé ce marché de dupes. Par contre dans le privé, on apprend que près de la moitié des enseignants du privé sous contrat sont rémunérés sur Pacte (et donc sur fonds publics). Cela s'explique certainement par les pressions hiérarchiques plus fortes dans ce secteur où la main d'œuvre est moins bien traitée mais cela s'explique aussi par la multiplication dans le Privé de l'utilisation du très flou "pacte pour innovation pédagogique" : trois fois plus que dans le public (18% contre 6% dans le public), Cela s'explique aussi par les dispositifs permettant d'enseigner plus ou en groupes de petits effectifs alors que dans le public, le pacte a surtout servi à boucher les trous des postes non pourvus en orga-

nisant la valse des étiquettes, plus connue sous le nom de "remplacement de courte durée", et inventé en son temps pour des besoins comiques par... les *Inconnus*.

Voilà un exemple concret de ce qui se passe lorsque le cadre national et statutaire garantissant l'équité de traitement et la transparence est attaqué.

AVANT BOUCLAGE : DES NOUVELLES DE WALLONIE.

La Wallonie a souvent été un laboratoire des contre-réformes arrivant ensuite en France. On apprend que le gouvernement de Wallonie, animé par le PS, projette d'en finir avec le Statut des enseignants qui leur garantissait un poste et des droits à congés maladie, ou payés pour les passer sous CDI de droit privé.

Le Statut des fonctionnaires construit par le ministre communiste Maurice Thorez en 1945, n'en déplaît aux anti-communistes, est en danger. Celui des Agrégés, le dernier corps à gestion nationale ministérielle, a ainsi été attaqué par la ministre démissionnaire à la veille de l'été. L'occasion de rappeler que dans l'enseignement comme ailleurs il faut sortir des divisions et des jalousies entre corps pour construire la seule stratégie gagnante pour les travailleurs : le *tous ensemble, en même temps et dans le même sens!*

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:	Prénom:
Adresse:	
CP:	Ville:
Courriel:	Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux



Conseils de classe

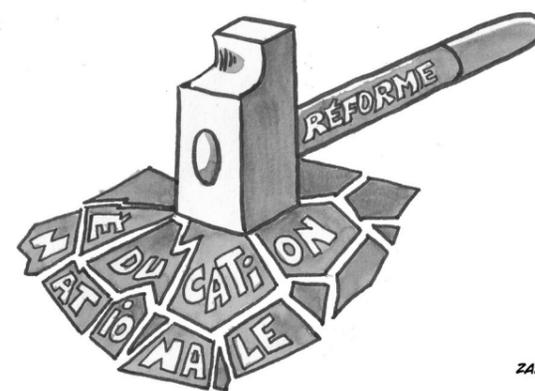
Bulletin des enseignants et lycéens du Pôle de Renaissance Communiste en France



Ne pas jeter sur la voie publique - IPNS

STOPPER LE SABORDAGE DE L'EDUCATION NATIONALE

par la Commission Education du PRCF - Rentrée 2024



ZAITCHICK

ETAT DES LIEUX D'UNE CATASTROPHE ANNONCÉE

Les enquêtes savantes et le ressenti des acteurs de terrain convergent : jadis tenue pour l'un des meilleurs systèmes éducatifs du monde, *l'Education nationale vit un naufrage* ; non seulement les enseignants constatent une baisse vertigineuse de la motivation scolaire, une difficulté croissante à obtenir l'attention, voire le respect des élèves, une accumulation de réformes sabotant les contenus disciplinaires ; non seulement les professeurs refusent de plus en plus (hormis les carriéristes avides d'accompagner n'importe quelle lubie ministérielle pour "se faire bien voir") un pédagogisme d'Etat qui est le contraire d'une pédagogie républicaine héritière d'Henri Wallon ou de Célestin Freinet, non seulement le niveau du bac plonge depuis la contre-réforme Blan-

quer arrimée à Parcours Sup, mais les "têtes de classe", souvent issues des milieux cadres, fuient l'enseignement public et font les choux gras d'un enseignement privé qui trie ses élèves et bénéficie des largesses des gouvernements successifs, de Jack Lang à Attal en passant par Bayrou, Allègre, Jospin, Fillon et Darcos sans parler de la désormais tristement célèbre « Marie-Antoinette » Oudéa-Castéra.

LE DÉNI CONFORTABLE DES DIRECTIONS SYNDICALES EURO-COMPATIBLES.

A la lecture de ces lignes, nombre de dirigeants syndicaux de l'enseignement et autres militants de la "gauche" politique établie ne manqueront pas de prétendre que les auteurs de ce constat rejoignent la droite. C'est stupide : d'une part les enseignants communistes que nous sommes n'ont pas de leçons de lutte contre la droite et l'extrême droite à recevoir ; cette lutte, d'essence anticapitaliste, anti-impérialiste et antifasciste, est notre lot quotidien, alors que depuis 2017 la gauche politico-syndicale euro-soumise n'a cessé de pactiser avec la Droite macroniste en votant pour elle, y compris tout récemment en votant pour Darmanin et sa xénophobie d'Etat sous couvert de battre un RN que les politiques macronistes n'ont cessé de promouvoir. C'est précisément ce déni de réalité pratiqué au long cours par la fausse gauche et par le syndicalisme rosâtre qui, en tous domaines, souveraineté française

www.initiative-communiste.fr

Voir suite au dos >

sacrifiée à l'UE supranationale, euro-privatisations, délocalisations industrielles, asphyxie du monde paysan et casse du "produire en France" sur l'autel de l' "économie de marché européenne ouverte sur le monde", désossage des services publics "à la française" prescrit par Maastricht, "autonomie" des établissements promouvant trop souvent des cheffillons jouant au PDG, remise en cause des savoirs enseignés au profit des idéologies à la mode (européisme obligatoire, privilège donné à l'anglais sur les autres langues, voire sur le français, anticommunisme obsédant des manuels d'histoire, substitution d'une mythologie européenne au "roman national français" de la IIIème République, destruction de l'enseignement philosophique, recul des exigences en maths...), qui fait le jeu de la droite : cette dernière n'a plus qu'à prendre appui sur ces constats douloureusement vécus par les citoyens pour promouvoir ses politiques visant à transformer l'E.N. en un ghetto sous-financé et réservé à la "plèbe" alors que, à l'anglo-saxonne, les "bonnes écoles" seraient réservées à la prétendue élite héritière du capital financier et culturel héréditairement transmissibles...

“NAUFRAGE” OU SABORDAGE EN RÈGLE ?

Et il n'y a pas là un naufrage conjoncturel mais un sabordage en règle sous l'effet des politiques qu'appliquent depuis des décennies les euro-gouvernements successifs ; car tous, depuis le Traité de Maastricht de 1992, puis le viol par Sarkozy et Hollande du Non français à la constitution européenne (2007), n'ont rien fait d'autre que d'habiller de bleu-blanc-rouge les politiques d'euro-austérité sans fin, de course aux armements exigées par l'OTAN, d'euro-grignotage des Etats-nations souverains, de déprotection sociale et de "baisse du coût du travail" pilotée par l'eurocratie dont les vrais inspirateurs sont à Berlin ou à Washington (d'où l'acharnement contre la Sécu et les retraites). Or ce "modèle européen" structurellement atlantiste et néolibéral heurte de front le cadre laïco-républicain hérité de la Révolution française, des lois laïques successives (1881 et 1905 notamment) et des réformes démocratiques portées par le Front populaire, les ministres communistes de la Libération, puis par Mai 68, dans la visée d'une Education nationale de qualité pour tous. A égale distance de l'élitisme scolaire et clérical cher à la droite,

comme de la "démocratisation" au rabais teintée d'abaissement de la fonction enseignante chère aux ministres "socialistes" de Lang à Vallaud-Belkacem...

REDRESSER LE CAP PAR L'INITIATIVE COMMUNISTE ET LES “QUATRE SORTIES”

Ne laissons pas l'Education nationale sombrer à jamais dans ce que Marx appelait "les eaux glacées du calcul égoïste" qui caractérisent cette société avide de profits qui saccage la planète et prépare une guerre continentale pour tenter de restaurer la branlante hégémonie du capitalisme étatsunien, que ce soit sous l'égide de Trump ou de Harris. Ne laissons pas la pseudo-gauche belliciste de Glucksmann, d'accord sur le fond avec Macron pour marcher à la guerre généralisée derrière l'Oncle Sam, se partager le champ politique avec les fauteurs de guerre civile du Rassemblement lepéniste. Pour sauver ce que notre E.N. avait de plus émancipateur, il faut désormais une révolution populaire et démocratique dans notre pays : celle qui consisterait à sortir par la gauche de l'UE-OTAN par la voie des nationalisations démocratiques et d'une politique nouvelle préférant les salaires à la guerre et l'Education nationale à la marche vers la guerre mondiale. En un mot, rouvrons à notre pays la voie d'un socialisme-communisme de nouvelle génération !

Vous travaillez dans l'Education Nationale, enseignant(e), personnel administratif, personnel de service, cadre de l'administration, vous souhaitez nous suivre ? vous souhaitez nous faire connaître des faits ?

NOTRE SITE NATIONAL

<https://www.initiative-communiste.fr/>

NOS RESEAUX SOCIAUX



@PRCF_



PRCF_national



YouTube

@PRCF_

LE “CHOC DES SAVOIRS” OU L'INÉGALITÉ FAITE SYSTÈME



Tout en se présentant comme centriste, la ministre démissionnaire Belloubet impose en toute illégitimité démocratique la ségrégation des élèves en maths et en français dès la Sixième.

Illégitime car le gouvernement qui l'impose a été désavoué dans les urnes. La Macronie n'a reçu aucun mandat du peuple pour mener une réforme renvoyant l'enseignement secondaire à la situation précédant la réforme Haby pourtant adoptée par un gouvernement de droite. Le seul mandat reçu par Belloubet est celui de la Commission européenne qui, dans ses grandes orientations politiques édictées chaque année comme autant d'oukases, impose de rendre l'enseignement des disciplines « fondamentales » (sic!) "différenciés" afin que les futurs exploités soient davantage "prêts à l'emploi", en réalité, directement exploitables par le patronat. Il ne s'agit ni de viser à l'émancipation de tous, ni d'élever le niveau

de qualification des plus faibles, mais bien, dans un contexte autoritaire, de rentabiliser la dépense éducative tout en faisant de l'inégalité sociale un système.

Illégitime car l'ensemble de la communauté éducative s'appuyant sur les études scientifiques et l'expérience de terrain converge pour en dénoncer l'injustice et les effets délétères au détriment des élèves issus de la classe ouvrière et au bénéfice des enfants de la bourgeoisie. Ces derniers seront massivement scolarisés dans les établissements privés financés sur fonds publics et dispensés d'appliquer les groupes de niveau, ou bien seront scolarisés dans les groupes de meilleur niveau lorsqu'ils sont dans le public.

Illégitime enfin car cette contre-réforme, qui ségrégue et formate idéologiquement l'enseignement dispensé aux élèves, va à l'encontre des valeurs éducatives de base que sont l'universalisme hérité des Lumières et le triptyque « Liberté, Egalité, Fraternité » conquis en 1792 sur proposition de Robespierre. En République, l'école fait république et l'école fait nation. Aucun gouvernement ne peut être légitime pour instaurer le poison de la division au sein même de sa jeunesse puisque "les distinctions ne peuvent être fondées que sur les talents et les vertus".

Dans ce contexte, il est inquiétant de constater que les Organisations Syndicales sont restées dans la condamnation, certes nécessaire et unanime, mais sans organiser la moindre riposte professionnelle ou interprofessionnelle alors qu'il s'agit d'une attaque contre le pacte républicain dont on ne nous rebat les oreilles que quand il s'agit de condamner les luttes anticapitalistes. Il faut dire que cela leur demanderait de mettre en cause la sacro-sainte U.E qui fait la pluie... et jamais le beau temps dans notre éducation de moins en moins "nationale" !